

Auteur : **Anne-Cécile Caseau**, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis/ LEGS

Injonction à l'opinion ? De la participation à un projet radiophonique à la construction d'une subjectivité politique chez des jeunes femmes roms

Juin 2018. Dans une grande salle sombre, assis sur quelques bancs en bois disposés en demi-cercle, devant lesquels sont posés trois micros, un groupe de jeunes se tient, concentrés et silencieux. Les dernières notes d'une chanson populaire d'un DJ américain retentissent autour d'eux. Le morceau, choisi par un membre de l'équipe, clôturait la dernière émission d'un projet radiophonique en cours depuis le début de l'année. Cette émission était transmise en direct, et il fallait donc éviter les gaffes, et les bruits inopportuns. La musique s'arrête. Les techniciens sourient, se détendent, et l'équipe de jeunes aussi. L'émission s'est bien passée. Assise sur ces mêmes bancs, à côté des jeunes, je me tourne vers Marina, qui animait l'émission, et je lui demande, « comment tu te sens ? ». Elle me répond : « Plus grande. »¹

Ma présentation va porter sur ce projet radio, suivi au cours d'une enquête qualitative de 5 mois. Le projet radio, qui préparait une émission mensuelle, était animé par une équipe en service civique² dans une association qui intervient auprès des habitant.e.s de bidonvilles dans et autour d'une grande ville française. Les services civiques recrutés par cette association sont une équipe mixte, avec un double recrutement : des jeunes de nationalité française, et des jeunes habitant ou ayant habité en bidonvilles, qui sont le plus souvent roumains ou bulgares. L'équipe du projet radio était jeune et féminine. Leur prise de parole intervient dans un contexte hostile pour ces volontaires roumaines ou bulgares, qui se présentent comme roms ou tsiganes³, et sont associés au « problème rom » (Fassin et al. 2014; Legros et Rossetto 2011) construit en France depuis une dizaine d'années.

¹ Carnet de terrain, juin 2018.

² Le service civique est défini comme « un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, et étendu jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap ; seuls comptent les savoirs-être et la motivation », sur le site du Ministère de l'éducation <https://www.service-civique.gouv.fr/page/qu-est-ce-que-le-service-civique>

³ Le terme « rom » est très polysémique. On parle parfois de Roms comme terme parapluie d'une grande communauté de groupes, en les réunissant selon une même origine : aujourd'hui, l'Union Européenne utilise le

La migration de citoyens roumains ou bulgares roms, dits « migrants roms », a été constituée en problème public lorsque la mobilité des ressortissants de ces deux pays a été facilitée par l'adhésion à l'Union Européenne. Les discours politiques convergent pour souligner l'urgence de ce « problème », accusant ceux qui ne sont qu'une partie minoritaire des Roms en France d'être en conflit avec la société française⁴ à partir des trajectoires de migrants les plus précaires, qui vivent en squats ou bidonvilles⁵. En France, autour de la question des bidonvilles, les positions s'alignent ces dernières années sur la « question rom » (Fassin et al., 2014), érigée en problème public qui croise à la fois des considérations d'ordre moral (habitat indigne, protection de l'enfance, etc.) ; esthétique (rénovation urbaine, plans d'urbanisme, grands projets, etc.), et sécuritaire (délinquance, économie informelle, insalubrité, etc.) à visée gestionnaire (Aguilera et Vitale, 2015 ; Legros, 2011). Le traitement de cet enjeu associe les Roms à la vie en bidonville, alors que l'histoire de la migration en France est aussi une histoire de bidonvilles. Les autorités publiques ont traité cette migration précaire sous une lecture ethnique et culturelle plutôt que sociale (Olivera 2011) : cette lecture permet de cacher des difficultés structurelles et systémiques – liées au marché de l'emploi, la crise du logement, etc. – qui sont présentes dans l'univers précaire que de nombreux Français connaissent aussi. Les lacunes des politiques de logement, les failles des structures d'assistance sociale, ou les faiblesses du marché de l'emploi : ces questions sont renvoyées à

terme Rom pour désigner une minorité d'environ 12 millions qui inclut notamment des personnes qui se reconnaissent dans les désignations Tsiganes, Gitans, Manouches, Voyageurs, Travellers, Sinti, etc. Une autre utilisation académique désigne au contraire un cercle beaucoup plus restreint : les Roms originaires d'Europe centrale et balkanique. Il y a aussi un usage du sens commun, où les Roms sont des familles migrantes, pauvres, celles qui vivent dans les bidonvilles. Le terme tzigane est peu utilisé en Roumanie, où il renvoie à une période d'esclavagisme et donc vu comme très péjoratif, mais il est courant en France. Le fait que ces jeunes choisissent de dire « tzigane » plutôt que « rom », ou de dire qu'ils parlent la langue tzigane, est donc un indicateur de leur double ancrage.

⁴ On peut rappeler à titre d'exemple les propos de Nicolas Sarkozy, qui dans son discours de Grenoble en juillet 2010, alors qu'il était Président de la République, a déclaré vouloir « mettre un terme aux implantations sauvages de campements des Roms », associant les Roms aux trafiquants et délinquants évoqués dans ce même discours. La lutte contre la criminalité sert de prétexte au gouvernement pour détruire les habitats auto-construits où se réfugient ces familles sans logement (Kropp et Striethorst, 2009). Mais cet amalgame entre les Roms et la délinquance n'est pas que le fruit des discours de la droite : on le retrouve chez Manuel Valls, qui déclarait en mars 2013, alors qu'il était Ministre de l'Intérieur sous François Hollande, que les Roms n'avaient pas « vocation à s'intégrer en France », pour insister quelques mois plus tard que ces derniers avaient d'ailleurs « vocation à rester dans leur pays, et à s'y intégrer – là-bas ». Les discours de rejet mêlent délinquance « naturelle » et incompatibilité culturelle avec la France, voire exposent un « goût » supposé pour la vie en bidonville⁴ (Fassin et al. 2014).

⁵ Jusqu'en janvier 2014, des mesures transitoires adoptées à Bruxelles ont restreint l'accès au marché de l'emploi pour les ressortissants de Bulgarie et Roumanie. Dans une situation de forte pénurie financière, ces migrants ont souvent eu recours à des pratiques informelles pour vivre, « construction d'abris de fortune sur des terrains vagues ou squats d'immeubles abandonnés ; activités de rues telles que la mendicité ; collecte et vente de ferraille et de vêtements usagers ; travail au noir ; etc. », voir Urba-Rom (2011), « Dynamique d'insertion des publics en grande précarité : l'expérience des migrants Roms en France, regards croisés Action/Recherche », Synthèse des rencontres en chercheurs, travailleurs sociaux, migrants et acteurs associatifs, p.2

une logique de « choix », de « vocation » à vivre en bidonville⁶, d'un groupe qu'on réduit à une destinée d'associabilité et d'errance.

L'association qui gère les volontaires est engagée dans une lecture critique des politiques de (non)-accueil de la migration et leurs effets. Le service civique est alors présenté comme un projet de lutte contre l'exclusion et pour les droits des habitant.es de bidonvilles, et un levier d'insertion pour les jeunes qui en sont issus. Un nombre important d'enquêtes menées sur les expériences des migrants roms d'Europe de l'Est en France ont mis en lumière les politiques et pratiques de marginalisation, et ont insisté sur leurs effets, au risque de faire apparaître les premières personnes concernées comme passives, alors même que les Roms sont des agents actifs qui s'investissent dans des luttes pour améliorer leurs conditions de vie (Vlase et Voicu, 2014 ; Sardelic 2017). Le service civique est un univers propice pour questionner ces investissements et ces luttes, puisqu'il y a un fort apprentissage politique dans les activités des volontaires, et une invitation annoncée dès son début pour participer à une lutte pour les droits des habitant.es des bidonvilles.

Le lien entre univers associatif et politique a été étudié par le biais de la socialisation politique ou de la politisation (Hamidi 2006, 2012), ce qui permet de questionner l'influence de l'association dans l'évolution du rapport au politique. Mais il me semble plus fécond dans ce contexte d'envisager la manière dont ce projet est pensé et vécu comme vecteur de subjectivation politique. Au-delà d'une question de rapports des volontaires au politique, ce contexte hostile produit un environnement qui nie ces migrants comme sujets de droits, et rend inaudible leurs voix. La subjectivation politique, telle que travaillée par Jacques Rancière, rend compte du processus par lequel il est possible d'advenir en sujet politique dans un monde qui réduit sa voix à du bruit. La subjectivation politique est un processus de désidentification avec l'ordre social (Rancière 1995), un processus qui questionne avec

⁶ Il peut être pertinent ici de donner quelques éléments de cadrage sur les bidonvilles en France. La migration précaire de groupes économiquement et socialement affaiblis contribue depuis plus d'un siècle à l'émergence de ces espaces auto-construits. Comme l'expliquent Thomas Aguilera et Tommaso Vitale, « les bidonvilles ont toujours été des refuges pour une population déracinée - migrants internes ou transnationaux -, mais ils ne sont ni le lieu de vie « naturel » d'un quelconque groupe social, ni l'espace réservé des migrants, ni l'aire de passage des nomades. Ils correspondent avant tout à une forme d'habitat auto-construit et autogéré qui répond à la nécessité de survivre sous un toit lorsque le marché immobilier évince et que les politiques publiques peinent à loger tous les citoyens » (Aguilera et Vitale, 2015 :69). Pour donner une idée de l'ordre de grandeur, à Nanterre, dans la fin des années 1950, entre 10 000 et 15 000 habitants vivent dans différents bidonvilles (Delon 2017), alors qu'un recensement du Ministère de l'Intérieur en 1966 dénombre près de 44 000 personnes vivant dans une quarantaine de bidonvilles en Ile-de-France (Olivera 2015). Plus récemment, l'année 2017 a été marquée par des expulsions intensives touchant à 71% des personnes vivant en bidonvilles et squats, ce qui représente 11 309 personnes roms ou désignées comme Roms ayant fait l'objet d'expulsions. La majorité (8 161 personnes) ont été contraintes de quitter les lieux par les autorités au cours de 98 opérations (Rapport CNDH Romeurope, 2018).

pertinence la situation des jeunes femmes roms en France à travers cette articulation entre leur voix, leurs trajectoires, et le placement de cette voix dans un ordre social où justement les Roms n'ont pas de voix. Pour Rancière, l'espace politique est cet intervalle entre l'expression de droits, et la vérification polémique de ces droits : en occupant l'espace public, en protestant, en réclamant, les corps dont les droits sont niés deviennent politiques. En abordant la subjectivation politique de manière dynamique, sans nécessairement chercher à définir une finalité précise pour signaler que la subjectivation serait définitivement accomplie, il est possible de saisir les processus qui s'enclenchent dans la participation au service civique, et son projet radio, pour les jeunes femmes de l'équipe.

Après un retour sur le contexte du projet et de l'enquête, je questionnerai les modalités de participation au projet pour les membres de l'équipe, et les déterminants de l'investissement dans ces émissions. Dans une dernière partie, j'évoquerai la possibilité d'une subjectivation politique qui s'opère chez des jeunes femmes roms à partir de la participation au projet radio, et je défendrai la pertinence d'une approche intersectionnelle de ces sujets politiques en devenir.

I. Contexte

Une équipe de jeunes femmes volontaires : pour le renouvellement de l'étude des expériences de (non)-accueil

Dans le traitement stigmatisant du groupe dit « roms migrants », la lecture principale privilégie la figure de l'homme adulte ou les trajectoires d'une unité familiale. Ceci laisse de côté d'autres points de vue qui permettraient d'envisager une compréhension plus complète de l'expérience de la migration des Roms roumains, où les expériences des femmes par exemple sont trop peu visibles, tout comme les expériences des jeunes. Le projet radio, où l'équipe est féminine et jeune, offre ainsi un contre-point à la lecture homogénéisante de l'expérience « rom » en France aujourd'hui, qui s'appuie essentiellement sur les adultes, surtout les hommes, et leurs pratiques informelles de débrouille dans l'emploi et le logement.

Loin d'être épargnées des discours stigmatisants, les femmes roms sont aussi prises dans ces mécanismes de réduction à une supposée culture, et d'altérisation. Mais il s'agit principalement de femmes roms en situation de grande précarité qui sont visibles dans

l'espace public, au détriment de trajectoires et expériences de femmes qui se reconnaissent comme Roms et qui ne vivent pas dans les bidonvilles ou les squats, ou qui ont connu la précarité mais en sont sorties. Pour les femmes qui mendient, leur présence dans la rue devient symbole de l'argumentaire d'une incapacité culturelle à s'intégrer, qui est reprochée par la suite à toutes les femmes roms. Chaque expérience rendue visible dans les médias, la mendicité notamment, est renvoyée à une « culture » rom roumaine, où la place des femmes, des enfants et des hommes est fixe. On retrouve dans les discours les plus stigmatisant une critique du « choix » de vivre dans le bidonville, du « choix » de faire la manche, du « choix » de ne pas envoyer les enfants à l'école : au-delà du fait que ces expériences sont co-construites avec les politiques publiques et une situation économique spécifique, dont les impacts sont gommés au profit d'une explication « culturelle », ces expériences sont vues à tort comme le « propre » de toutes les femmes roms. De plus, ces femmes sont renvoyées avant tout à leur appartenance à la catégorie « Roms migrants », et les rapports de genre sont très souvent évacués des conversations. Les figures de femmes roms sont principalement mobilisées pour ce qu'elles peuvent permettre de dire sur les Roms en général.

Les jeunes aussi souffrent d'un manque de visibilité dans les enquêtes, discours, et dispositifs qui évoquent la migration et le quotidien des Roms roumains en France. Si le sort des enfants et de leur scolarisation fait l'objet d'un relatif intérêt médiatique, les jeunes eux ne sont conviés dans l'imaginaire public qu'à travers le prisme réducteur de la délinquance. Or, dans les bidonvilles en France, il y a des jeunes qui y sont arrivés enfants, et qui constituent désormais selon l'expression de certains la « génération platz »⁷. Éloignés de l'école du fait d'un parcours de scolarisation entravé par les expulsions et déménagements successifs, ils sont aussi éloignés des dispositifs d'insertion municipaux ou départementaux pour les jeunes. Le service civique apparaît dans ce cadre comme un projet assez novateur, puisqu'il s'accompagne d'un accompagnement socio-professionnel par une assistance sociale pour tous les volontaires. Mais ces projets ne sont pas nombreux en Ile-de-France, et connaissent une capacité d'accueil limitée. De plus, les quelques jeunes volontaires, dans les rares discussions médiatisées qui portent sur leur expérience du service civique, sont décrits comme une exception parmi un groupe de jeunes à la dérive. Ainsi, entre les figures polarisantes de délinquant ou de volontaire modèle, il y a une zone d'ombre sur l'existence quotidienne des jeunes qui ont grandi dans les bidonvilles de France.

⁷ La question de la « génération platz » est encore très peu étudiée, on retrouve l'expression dans les communications d'Henry Shah, masterant de l'EHESS, et Benjamin Naintré, doctorant de l'Université de Poitiers, qui ont mené des enquêtes auprès de jeunes hommes ayant grandi dans des bidonvilles français.

Contexte de début de l'émission

Le service civique débute à l'automne 2017. En 2016, Céline Bergeon notait une présence féminine plus marquée dans les associations et espaces de lutte pour les Roms en France (Bergeon 2016) : le recrutement des volontaire s'insère dans et alimente cette dynamique. Il y a des femmes dans chaque promotion, et un souci de recrutement de femmes. Dans la promotion que je rencontre, c'est environ une moitié de femmes.

Les volontaires ont des temps partagés de formation, mais se voient aussi attribués différents projets à mener au cours de l'année : maraudes, projet avec des enfants, projet de film, etc. Au début du volontariat, pendant quelques mois, Alice, Marina, Tina et Crina⁸ forment une « équipe volante », c'est-à-dire qu'elles naviguent entre différents projets, selon les semaines, et les besoins. Alice est française, Marina, Tina et Crina sont roumaines. Ces dernières sont arrivées en France pendant leur enfance, et ont toutes connu un séjour en bidonville, qui dure encore pour certaines. L'équipe du projet radio est entièrement féminine dans sa composition initiale, même si d'autres volontaires viennent ponctuellement aider, y compris des hommes.

Ségolène, l'animatrice du projet radio, et salariée de l'association, m'explique comment la possibilité d'une émission a émergé : l'idée est évoquée en conversation avec des militants d'une association locale, voisine, qui sont aussi investis avec les volontaires sur un autre projet. Certains militants de cette association animent aussi depuis un certain temps une émission mensuelle. L'émission est dédiée à l'expression des habitants des bidonvilles de la région. L'idée de confier cette expression à des jeunes femmes, qui plus est sont ou ont été habitantes de bidonvilles, semble opportune. Le projet est donc lancé à partir de janvier, et prendra fin en même temps que le service civique. L'émission animée par les militants était diffusée chaque mois sur une antenne locale : je précise, même si je ne vais pas m'attarder dessus dans le contexte que cette présentation, que l'antenne en question va retirer son soutien après la première émission de l'équipe, et que le mode de diffusion va changer plusieurs fois.

⁸ Les prénoms ont été modifiés.

Il est important de préciser le contexte engagé politiquement de l'association, et la prise de position sur certains enjeux liés au traitement des habitant.es de bidonvilles qu'ont les salarié.es. Le rapport au politique de volontaires est directement impacté par ces intentions politiques. Le cadrage du projet radio par les salarié.es formule un but explicite de création de subjectivités politiques chez les jeunes volontaires, et chez les habitant.es roms des bidonvilles. L'enquête confronte donc la question d'une subjectivation politique désirée par les animatrices du projet, et qui est organisée pour les volontaires, avec les expériences de ces volontaires telles que j'ai pu en observer et discuter avec elles.

L'enquête

L'enquête s'est déroulée pendant la majorité du projet, que je rejoins quelques semaines après son début. Ceci a principalement été une enquête d'observation participante, centrée sur l'expérience du projet pour les membres volontaires. Un fil commun entre ce que je retire des méthodologies en étude de genre, et des approches de la sociologie clinique, est l'invitation à repenser son rôle dans l'enquête, à ne pas s'effacer mais au contraire envisager les espaces de co-construction. La question de mon rôle a été un sujet pour moi de plusieurs niveaux d'appréhension. Comment trouver ma place dans ce projet ? Comment construire une relation avec les volontaires ? Sur quels points de rencontres (Joseph, 2013) former ces relations ? Je souhaitais à tout prix éviter de tomber dans une logique que je critiquais : faire à la place de, imposer des idées ou des gestes, prendre trop de place. En même temps, Ségolène m'encourageait à prendre de la place : être pleinement participante, prendre la parole en réunion mais aussi dans les émissions. Elle souhaitait que j'apporte une aide matérielle à la préparation des émissions, puisqu'elle était seule animatrice pour l'équipe.

Très rapidement, mon rôle a donc été participant, et j'allais où l'équipe allait : dans les réunions pour échanger sur les émissions, mais aussi sur le parvis d'une gare pour faire des entretiens en « micro-trottoir », pour visiter une exposition qui fera le sujet d'une émission, dans les moments informels avant et après les réunions. J'ai travaillé avec l'équipe pour construire la trame de l'émission, j'ai révisé avec les filles les sons enregistrés. J'étais enthousiaste pour le sujet de la troisième émission, et j'ai contribué des documents de ma bibliothèque personnelle pour aider à trouver des informations. Mes connaissances liées au sujet de ma thèse, qui m'avait conduite à réaliser une enquête ethnographique dans deux bidonvilles en Ile-de-France, étaient sollicitées lors des conversations politiques animées par Ségolène.

Je suis consciente que le projet radio est relativement unique, et qu'il n'existe pas beaucoup de projets de service civique avec des missions similaires en France. Pour restituer l'enquête, il faut désormais faire des choix sur quoi partager de cette participation. Dans un souci de protéger l'identité des personnes dont je partage aujourd'hui la parole, les noms de membres de l'équipe ont été changés, mais je vais aussi éviter certains détails, notamment biographiques, bien que la question des trajectoires soit aussi un aspect important de l'analyse de la subjectivation.

II. S'investir

Pour saisir la manière dont ce projet a pu être vecteur d'une subjectivation politique, il est pertinent de s'attarder sur les éléments qui ont entravé ou facilité l'investissement dans ce projet radio. Avant le début du projet, l'équipe volante était démotivée. Alice me confiera que c'est une période un peu compliquée, car il est assez usant de changer souvent d'environnement, sans pouvoir pleinement s'investir : elle me dit que « le projet radio a sauvé [son] service civique ». Cet enjeu d'investissement est à mes yeux au cœur du processus de subjectivation qui peut accompagner le projet. Les discussions et pratiques qui se mettent en place au cours du projet portent à réfléchir sur sa place dans l'ordre social et réfléchir aux inégalités observées autour de soi, et s'ancrent dans les moments d'appropriation de l'espace de préparation du projet, des outils à disposition pour l'émission, ainsi que l'investissement pour orienter son contenu.

Qu'est-ce qui permet aux volontaires se sentir investies dans ce projet formulé par les responsables plutôt que par elles-mêmes ? Comment se construit et se préserve l'enthousiasme qui fait initialement défaut ? Quel rôle joue la langue dans l'investissement des volontaires ?

Un projet imposé qu'il faut s'approprier

Quand les responsables de l'association envisagent un projet radio, rien de ces discussions n'est alors partagé avec les jeunes. En revenant de vacances, après Noël, elles auront la surprise de découvrir qu'elles sont devenues l'équipe radio, avec comme mission d'animer chaque mois une émission diffusée à la radio par une antenne locale.

Au début, il y a donc un contraste d'enthousiasme qui impactera fortement l'expérience des émissions. Les animateurs et animatrices du service civique, tout comme les anciens responsables de l'émission, sont ravis par cette décision. L'annonce sur les réseaux sociaux suscite aussi l'enthousiasme : on peut lire le « grand bonheur et fierté » d'un ancien animateur dans son « passage du flambeau » aux volontaires. Cette équipe est jeune et féminine, ce qui suscite d'autant plus de félicitations : « un grand bravo à la talentueuse équipe féminine » écrit une jeune militante, « génial » répond une autre.

Je me replace ici dans cet univers : c'est par ce post sur les réseaux sociaux que j'apprends le transfert de l'émission radio à une nouvelle équipe. J'ai été moi aussi très enthousiasmée par cette annonce, et après avoir discuté de cette nouvelle avec une salariée de l'association, je suis rentrée en contact avec l'animatrice de l'équipe, Ségolène, pour lui présenter mes thèmes de recherche, et proposer une participation bénévole. Je fais donc partie de ce groupe externe, celui qui se réjouit à l'idée de « donner la parole » à ces jeunes femmes.

C'est Ségolène qui me parlera de ce décalage d'enthousiasme, après une réunion, quelques semaines après le début du projet : « C'était mieux aujourd'hui, les filles s'impliquent plus, mais c'est du travail. Le projet radio ne suscite pas nécessairement l'enthousiasme des jeunes, dont ce n'est pas évident. C'est de l'extérieur surtout que vient l'enthousiasme, des salarié.e.s de l'asso, et puis des personnes comme toi, chercheur, ou journalistes, etc. »⁹.

En effet, je partage son constat. Les réunions de préparation ont lieu à l'étage du bâtiment occupé par l'association, dans une large pièce aménagée partiellement comme une salle de cours, avec des tables et des chaises, mais aussi des panneaux avec des traductions roumain-français accrochés aux murs, et l'emploi du temps de la semaine. Pour la réunion, plusieurs tables sont réunies en bloc pour permettre à tout le monde de s'asseoir en cercle autour. Lors de la première réunion à laquelle j'assiste, les filles laissent volontairement leurs chaises un peu loin de la table, brisant le cercle, gardant une distance physique. A part Alice, assise à côté de Ségolène, les filles sont distraites, en train de parler d'autre chose, ou concentrées sur leur téléphone portable, pendant que Ségolène tente de faire avancer la trame de la prochaine émission. Elle les rappelle à l'ordre, menace de confisquer les téléphones, et puis les confisque. Lentement, nous avançons sur les différentes parties de la trame. Les filles répondent aux questions, mais je vois l'effort important que mobilise Ségolène pour tenter de

⁹ Citation reconstituée à partir du carnet de terrain, 21.03.18

maintenir leur attention. Elle relance plusieurs fois ses questions, traduit les questions du français en roumain afin d'obtenir plus de réactions, et veille à se tourner vers toutes les mêmes de l'équipe, même (ou surtout) celles qui sont le plus en retrait.

La temporalité jouera ici un rôle important. Je saisis l'évolution de l'enthousiasme dans la durée de l'enquête, en considérant que l'enthousiasme exprimé peut être révélateur de l'appropriation du projet. Ce n'est pas une croissance linéaire que j'ai observée, et il y avait logiquement des questions de fatigue ou frustration ponctuelle qui entraient en jeu, mais je retiens qu'à la fin de l'enregistrement de leur dernière émission, quelques mois après la première réunion, toute l'équipe était vraiment fière, et mobilisée par ce moment, en contraste avec l'apathie relative de cette première réunion.

Une façon d'évaluer la manière dont l'équipe s'est appropriée le projet se trouve dans le débat autour du nom de l'émission. Le nom initial, choisi par les militants qui fondent l'émission, est relativement neutre, dans le sens où il ne fait pas explicitement référence ni aux Roms, ni aux bidonvilles. A partir du moment où le partenaire de diffusion n'a plus souhaité diffuser l'émission sur le créneau proposé aux anciens animateurs, Ségolène ouvre le débat pour renommer l'émission. Puisque l'émission sera diffusée de manière indépendante, il n'y a plus besoin d'assurer une forme de continuité en gardant le nom initial. Ceci pourrait permettre aux filles de choisir un nouveau nom, celui qu'elles veulent, et d'en faire leur émission.

Sur le principe, les filles sont tout de suite d'accord. Ce qui manque, c'est une idée alternative. Après un moment de silence, Ségolène avance quelques noms, liés au nom de l'association par exemple. Aucun ne trouve l'approbation générale. A la prochaine réunion, je remarque qu'un nom a été choisi : c'est un nom évoqué par Ségolène, qui est lié à l'association, de manière très descriptive. Il n'y aura pas eu de délibération collective permettant de trouver un nom plus original. Toutefois, le changement mène à un exercice collectif de modification du générique de l'émission, ce qui suscite de l'enthousiasme. Lorsqu'il est écouté ou diffusé lors de l'enregistrement des émissions qui suivent, je remarque systématiquement des regards ou expressions verbales de plaisir. Dans le cadre d'une émission enregistrée vers la fin de l'enquête, les volontaires sont invitées à présenter le projet à des personnes extérieures : j'observe leur fierté à pouvoir déclarer que c'est le projet de leur programme de service civique, ce qui est illustré plus facilement par ce nom qui leur est propre, plutôt que celui qui aurait été partagé avec l'ancienne équipe.

L'imposition de ce projet représentait un obstacle majeur pour le déroulement de l'émission, qui aurait pu n'être que le travail de Ségolène mis en scène par les volontaires au moment de l'enregistrement. Mais les éléments participatifs de la préparation, comme par exemple les activités de « micro-trottoir » pour certains segments de l'émission, ou la préparation d'un nouveau générique, ont suscité de plus en plus d'enthousiasme. Ceci est essentiel car sans sortie de l'apathie initiale, les contenus de l'émission et les activités liées à sa préparation n'auraient pas été investis par les volontaires.

Le rôle de la langue et distribution de la parole

Un autre aspect que je considère a joué un rôle important dans la participation au projet est celui de la langue. Ici, il s'agit aussi bien d'un obstacle qu'une opportunité pour l'équipe. Dans le cadre du recrutement, le niveau de français des volontaires varie beaucoup. Le volontariat est aussi présenté aux candidat.es comme une opportunité d'apprendre ou améliorer ses connaissances en français.

L'émission de radio se positionne très bien comme un espace pédagogique, où il est possible de parler en français, et construire des phrases avec des nouveaux vocabulaires. Toutefois, il n'y a pas que le français : c'est aussi un espace dans lequel le roumain et le romanès sont acceptés, avec une traduction proposée par celles qui sont bi ou trilingues, pendant les réunions de préparation et pendant les émissions. Les militants qui animaient l'émission auparavant avaient aussi ce souci de naviguer entre les langues, et proposaient de traduire les personnes qui ne pouvaient ou ne voulaient pas s'exprimer en français.

Dès la première émission des volontaires, on voit donc apparaître deux langues aux côtés du français : le roumain, et le romanès – que les volontaires appellent « le tsigane ». Il y a même une séquence consacrée à la langue dans cette émission, appelée « *point limba* » (*limba* signifie langue en roumain). Ceci illustre, et met en valeur, l'aspect trilingue de l'émission, avec le choix d'un mot de vocabulaire que l'auditeur ou auditrice pourra ensuite apprendre sous trois formes. Tout au long du projet, il sera possible pour les volontaires de s'exprimer en roumain ou romanès, et les personnes interviewées pour l'émission auront aussi cette possibilité.

Lors des réunions de préparation, Ségolène mène la réunion en français. Toutefois, quand ses questions restent trop sans réponse, elle parle en roumain, pour inciter Crina ou Tina dont le niveau de français est plus hésitant. Elle traduit sa question ou remarque, et insiste à nouveau pour avoir une réponse. Ensuite, elle traduit la réponse pour l'ensemble du groupe : Alice, la volontaire française, ne parle pas roumain, et Ségolène souhaite pas l'exclure. La possibilité de passer d'une langue à l'autre est un moyen de faciliter la participation. Les filles peuvent préparer des questions à poser aux invités ou partager leur point de vue sans rester bloquées par la gêne de parler français.

Mais le français n'est pas qu'un obstacle qu'il faut éviter en offrant la possibilité de parler autrement. Dans une présentation du projet diffusée sur internet, l'une des participante explique que ce qu'elle aime dans le projet radio vient de la langue: « j'aime bien la radio parce que je parle en français. ». Ceci contraste avec sa réticence dans les premières réunions à oser parler, justement, mais souligne aussi l'impact des efforts patients et les encouragements de Ségolène, et parfois de moi-même, dans les moments où elle envisageait de répondre en français plutôt qu'en roumain. Il y a dans ces réunions des leçons spécifiques du français, pour parler d'un sujet précis, que les volontaires peuvent s'approprier.

Dans le groupe roumanophone, Marina est plus à l'aise que les autres en français. Elle comprends toujours ce qui est dit, par Alice, moi, les invités, etc. lorsqu'on parle en français, et par Crina et Tina qui parlent en roumain. Cette facilité à passer d'une langue à l'autre lui confère un rôle particulier, car elle devient la traductrice de l'équipe, aussi bien en réunion que pendant les émissions. Sa présence devient alors essentielle pour permettre le bon fonctionnement de l'équipe lors de l'enregistrement : même lorsque les autres volontaires roumaines prévoient de parler en français, sa présence est rassurante pour traduire si besoin, si jamais elles changent d'avis, sans devoir faire intervenir une personne extérieure de l'équipe.

C'est autour de la possibilité de la traduction que s'organise la distribution de la parole. Pour chaque émission, Ségolène prépare une trame. C'est un document qui retrace les différents moments prévus de l'émission, de son début à la fin, y compris les moments de pause musicale. Il faut alors décider : qui va introduire l'émission ? Qui va assurer la présentation du sujet ? Qui va répondre à des questions sur tel ou tel sujet ?

La distribution est directement liée à la question de la langue, mais aussi de l'équilibre que cherche l'animatrice entre respect d'un refus de répondre ou parler, et l'incitation à parler qui

est au cœur du projet. Par exemple, sur un sujet qui touche directement à l'expérience l'habitat précaire comme le bidonville, il y a plusieurs personnes de l'équipe qui pourraient témoigner de leur expérience. Au moment d'envisager une séquence « témoignage », pourtant, l'idée ne suscite pas d'enthousiasme collectif. C'est Marina qui accepte de parler : son français lui donne cette assurance que les autres volontaires n'ont pas, mais c'est aussi son niveau de français qui permet à Ségolène d'insister autant pour qu'elle prenne la parole.

III. S'exprimer

L'orientation de cette émission, du temps où les militants l'animaient, et encore avec l'équipe de volontaires, est de l'ordre de ce rapport politique entre les expériences personnelles et l'ordre social. Les militants offraient des mots tels que *racisme* ou *discriminations* à la suite des histoires diffusées, faisant de l'anecdote une pièce dans le puzzle plus large des politiques de l'Etat face aux Roms.

La subjectivation est comprise dans cette analyse comme un processus, plutôt qu'un état ou un résultat. Je ne cherche pas à voir une conclusion, un moment où cela serait terminé. C'est plutôt des moments de déstabilisation des catégories sociales et de l'assignation à des comportements ou discours. Ainsi, formuler à l'antenne une critique de l'image des habitants des bidonvilles – *platz* – comme ceux qui ne veulent ou ne savent pas être dans d'autres logement, qui ne veulent ou ne cherchent pas de travail, fait partie de ce processus. Je vais évoquer ici l'écrit et l'oral comme vecteurs de la subjectivation, même si l'essentiel du travail a été réalisé autour de la parole orale.

La subjectivation par l'écrit

Dans le cadre de l'émission, relativement peu du travail nécessite de l'écrit. Toutefois, au fil des réunions, la trace écrite des discussions de préparation semble plus importante pour Ségolène. Il faut alors trouver des façons de faire écrire pendant les réunions, alors que pour des jeunes au parcours scolaire interrompu l'expression écrite de l'opinion représente aussi une forme qui semble plus éloignée ou moins accessible.

Pour Pierre Roche, l'écriture permet d'accéder à de nouveaux contenus du savoir (Roche 2007). Il souligne dans ses expériences d'enquête l'importance de la présence du sociologue qu'il qualifie de tiers aidant dans les processus d'écriture : puisque l'écriture peut mettre en difficulté, notamment dans le fait d'amplifier un sentiment d'illégitimité, la présence doit venir atténuer ces craintes et proposer une aide.

Cette amplification du sentiment d'illégitimité, j'ai l'occasion de l'observer lors de la préparation de l'émission 3. Ségolène demande à deux volontaires, Alina et Andreea, qui ont rejoint le projet dans le cadre de cette émission de préparer à l'écrit leur avis sur le sujet choisi. Elle souhaite une trace écrite car elle craint, comme cela a pu se produire, que leur avis exprimé à l'oral dans le cadre plus familier dans la réunion soit difficile à partager à nouveau au moment de l'expression publique de l'émission. L'écrit permet d'avoir aussi bien une trace qu'un support de lecture. Mais cette sollicitation vient souligner le rapport à l'écriture et à la langue des filles. Sans souci pour lire, l'une d'entre elle, Alina, est terriblement gênée à l'idée d'écrire en français. Au final, c'est Andreea qui écrit pour les deux. Je les accompagne dans la tâche, mais je n'écris jamais à leur place. J'écoute et j'encourage Andreea qui écrit le texte. Pour partager ses ressentis vis-à-vis du sujet, Alina dicte mot à mot à Andreea, qui recopie soigneusement. L'exercice a suscité beaucoup d'hésitations, et l'accompagnement d'une troisième personne a semblé aider pour ne pas laisser tomber dès qu'un doute sur l'orthographe émergeait, ou le besoin de reprendre un peu ses esprits se faisait sentir. Le produit final fait l'objet de la fierté d'Andreea, ainsi que l'admiration d'Alina pour le travail accompli. Comme le souhaitait Ségolène, ce document sera précieux au moment de l'enregistrement de l'émission, comme aide à l'expression et rappel du travail de préparation accompli.

Prendre la parole

Federico Tarragoni a étudié la subjectivation politique à travers les prises de parole. Il écrit que « ce que l'habitant *éprouve* au moment de la prise de parole le porte à questionner de manière réflexive son identité sociale, et à repenser son rapport aux autres et à soi-même [...] C'est ainsi que la prise de parole peut déboucher sur un processus de subjectivation politique : l'habitant se découvre un nouveau rapport à soi qui est politique en vertu de son lien indissociable au collectif (virtuel et en présence) et à un conflit en gestation. » (Tarragoni 2014, p.4). Pendant l'émission animée par les militant.e.s, la question de la parole était centrale : en reprenant le projet, l'animatrice s'inspirait de cela pour proposer aux membres de

l'équipe de parler de leurs expériences, et partager des moments de leur vie. Dans chaque émission, un temps était prévu pour la parole directe des membres de l'équipe.

Dans une émission, un segment s'intitule « Si j'étais Président » : certaines membres de l'équipe posent la question à l'invité de l'émission, mais y répondent aussi. En préparant l'émission, cette question invitait, sous les encouragements de l'équipe, à saisir ce qui pourrait être différent dans leur quotidien, ou dans le quotidien de leurs familles. Pour l'une, c'est « aider les gens du *platz* à avoir un boulot et un logement » qui serait sa première mission. Juste après elle, une autre membre de l'équipe renchérit : « je suis d'accord », et ajoute qu'elle voudrait « baisser les prix des papiers des chiens, et pour faire les vaccins ». Les volontaires s'insèrent dans un ordre social, et formulent par ce mécanisme de l'hypothèse une critique de la situation qu'elles connaissent, ainsi que leurs familles. Pour celles qui vivent encore dans un *platz*, prendre position sur le rôle du gouvernement sur les trajectoires des habitant.es du bidonville illustre la manière dont elles articulent leur situation, celle de leurs voisin.es, avec les positions et politique du gouvernement. L'anthropologue Veena Das a questionné la manière dont le témoignage peut être un des chemins par lesquels on peut se créer en sujet (Das, 2003)¹⁰. Le témoignage des volontaires à partir du quotidien précaire qu'elles ont connus dans le cadre du projet de migration de leur famille vient ici poser des mots sur des expériences de stigmatisation ou de discrimination, et transforment les blessures en revendications pour la reconnaissances des torts subis.

Toutefois, cette question du témoignage doit être saisie dans son contexte particulier. D'une part, les membres de l'équipe n'ont pas fondé cette émission, à la différence des militant.e.s, dans le but de témoigner de leur vie. L'invitation de Ségolène, formulée avec beaucoup de délicatesse, pouvait se lire comme une injonction : avec la chance de pouvoir vous exprimer, enfin, comment refuser ?

Et ceci est inscrit dans un contexte plus global, où la parole de personnes marginalisées est sollicitée de manière très spécifique, dans une forme de récit cohérent et linéaire, qui mobilise certains registres de souffrances. Ce sont ces témoignages que nous pouvons entendre à la radio, lorsque des journalistes vont parler à une personne qui vit dans la rue, ou qui est en attente d'une demande d'asile. Les récits sélectionnés sont les témoignages qui sont construits, compréhensibles pour l'auditoire, qui mobilisent les thèmes recherchés. En 1995,

¹⁰ A partir de ses enquêtes en Inde, notamment les périodes de grande violence comme en 1984, et les témoignages de survivant.es de ces violences, elle suggère qu'en occupant l'espace de la dévastation par le témoignage, les personnes pourraient transformer les signes de leurs blessures pour en faire des outils vers la constitution en sujet.

Dominique Cardon étudiait les passages à l'antenne pour une émission de RTL : elle notait le travail important des standardistes, pour reconfigurer le récit des auditeurs, et trier les appels selon la pertinence pour l'émission : « la réussite du transport du témoignage personnels dans l'espace radiophonique est étroitement dépendante de l'offre des catégories de 'problèmes' publiquement constitués » (Cardon, 1995 :171).

Dans le projet aussi le passage à l'antenne se travaille en amont, et la forme tout comme le contenu des témoignages préparés soigneusement avec Ségolène. La majorité des émissions portent sur des sujets politiques, et les discussions sur ces thèmes participent à la politisation des membres de l'équipe. La trame du projet est plus ou moins claire, puisque le sujet de l'émission doit être choisi chaque fois par l'équipe, mais les possibilités sont triées par Ségolène. Elle offre des catégories possibles pour l'expression d'une opinion, et formule des « besoins » de témoignage autour de tel ou tel problématique.

Toutefois, il ne s'agit pas en proposant ce regard critique sur le cadre de l'expression de nier l'impact que la prise de parole peut avoir sur les membres, ou donner l'impression qu'aucun contenu n'est sincère. Au contraire, les membres de l'équipe gardent le pouvoir de choisir de divulguer ou non certains aspects de leur quotidien. Certaines expériences évoquées en réunion ne parviennent pas à l'antenne, et le droit de préserver son intimité n'est jamais remis en cause par l'équipe. Si Ségolène indique par ses questions quels sont les « besoins » pour la trame de tel ou tel sujet, elle souhaite avant tout que la parole soit prise, quel que soit le contenu.

Questionner l'importance du passage du « je » vers le « nous » : des moments de « je » qui portent la voix des jeunes femmes

Je me suis initialement appuyée sur l'analyse de Federico Tarragoni pour saisir les expériences de prise de parole à la radio à partir de la construction d'un sujet qui représente un intérêt collectif (Tarragoni 2014). La prise de parole serait un moment où l'on parle aussi bien du « soi », celui ou celle qui s'expose au regard du public, que d'un « nous », la communauté dont les intérêts sont représentés. C'est une façon utile de réfléchir les expériences militantes où les expériences personnelles viennent articuler la trajectoire individuelle avec celles d'un groupe. Les témoignages dans l'émission seraient un moment où les volontaires roms parleraient aussi bien du « soi », leurs expériences personnelles, en faisant le lien avec le « nous » des habitant.es de bidonvilles faisant l'expérience de

discriminations. Le lien est souligné visiblement dans la construction même de l'émission : dans une émission consacrée aux difficultés de scolarisation et de scolarité pour les habitant.e.s de bidonvilles, l'invitation à parler de son expérience personnelle est très clairement posée par Ségolène, qui est très en faveur de ce thème puisque des membres de l'équipe auront un avis personnel sur le sujet.

Mais là où cette analyse se révélait partielle est qu'elle ne permettait pas de rendre compte d'une forme de malaise, ou fatigue, observée dans l'enquête, vis-à-vis des discussions sur l'actualité de la vie en bidonville. Le travail de politisation dans la préparation des premières émissions construit un sujet « rom » chez les jeunes volontaires qui s'identifient comme telles. Elles deviennent alors porte-parole d'une cause militante qui animait l'émission dès ses débuts: dénoncer les injustices et critiquer l'Etat dans son rapport au « problème rom ». Mais ce ne sont pas les membres de l'équipe qui ont demandé à avoir cette plateforme, ou à orienter le contenu de manière si politique. Les filles ont été choisies pour animer l'émission qui permettrait de partager leur quotidien et leurs points de vue, mais les aspects de leur vie qu'il s'agissait de représenter ont été déterminés en amont, par les militants et les salariées de l'association.

Or, l'enthousiasme le plus marqué que j'ai observé s'exprimait dans les moments où la parole ne venait pas représenter le « nous » que l'émission des militants avait cherché à cultiver, mais dans les instants invitant à exprimer une opinion ou un goût sur des thèmes moins politiques. C'était notamment le cas dans les intermèdes musicaux, où les choix faisaient l'objet de discussions riantes, de cris d'objection ou de recherche effrénée de contre-propositions pour savoir quel morceau serait diffusé. Les morceaux choisis illustrent différentes attaches : à la Roumanie, et aux chansons très populaires dans ces familles roms roumaines, mais aussi les chansons qu'aiment les adolescents et adolescentes dans le monde entier, ou encore les chansons qui soulignent la socialisation genrée (chansons romantiques). Ce qui émerge dans ces moments de préparation de l'émission est une lecture plus intersectionnelle du quotidien des volontaires : roms, mais aussi femmes, et jeunes. Sans nier la force de l'expérience de dire « je suis Rom(ni)¹¹ » dans un monde qui refuse la voix aux personnes désignées comme roms, il y a aussi une force dans la possibilité de parler « au-delà » de la question rom en quelque sorte.

¹¹ *Romni* est le féminin de *Rom*.

Pour réfléchir à ce que le projet radio fait dans le processus de subjectivation politique des jeunes membres de l'équipe, je souhaite donc intégrer dans la réflexion sur la subjectivation l'importance du processus par lequel les membres de l'équipe énoncent une opinion située, à la croisée de différents rapports sociaux. Le projet s'est organisé comme un projet politisant, et une invitation à se penser de manière politique, en critique des politiques qui cadrent le quotidien précaire que certaines connaissent au moment de leur service civique. Par ce biais, les membres de l'équipe qui s'identifient comme roms ou tsiganes rejoignent une lutte collective, et expriment par leurs témoignages la force d'un « nous » dénonçant les conditions d'existence dans les bidonvilles aujourd'hui. Mais l'invitation à témoigner peut devenir une forme d'injonction à ne parler « que » des expériences à partir de l'identification comme Rom. La subjectivation à l'œuvre dans ce projet se construit aussi directement à partir de la possibilité de s'exprimer en tant que « soi », ce qui fait ressortir d'autres aspects de leur identité. Lors d'une émission, les membres de l'équipe sont invitées à formuler un avis sur une exposition d'une artiste rom, Ceija Stojka, que nous sommes allées voir ensemble. Les membres de l'équipe n'ont pas besoin d'avoir le même avis, un avis représentatif d'une jeunesse rom connaissant un contexte hostile. Lorsqu'elles parlent de l'école, ou des bidonvilles, la critique se formule souvent autour des mêmes traits saillants, et rejoint le discours militant plus visible. Je trouve l'expérience de l'émission sur l'art plus à même d'offrir un espace d'expression où l'intersectionnalité trouve toute sa place : apprécier l'exposition pour que ce l'art dit de la persécution des Roms pendant la seconde guerre mondiale, mais aussi d'une artiste femme, d'une autodidacte, d'une mère, etc. L'exposition a plu, donc les opinions sont positives, mais pas nécessairement pour les mêmes raisons. Marina exprime un point de vue directement tiré de son expérience avec un dispositif d'insertion à l'emploi pour les jeunes, Crina évoque son admiration pour Ceija Stojka car c'est une femme. Marina, Tina et Crina passent l'année dans un projet dont une mission centrale est la défense des droits des Roms en France. Mais dans l'émission radio, elles prêtent leur voix aussi à évoquer les moments de leur vie où se dire Rom peut être mis en sourdine, puisque c'est le genre, l'âge ou le statut conjugal qui vont principalement orienter leur retour sur expérience.

Conclusion

En sortant de l'enregistrement de la dernière émission, je demande à Ségolène s'il y aura une émission le mois qui suit. Elle rit, en disant que peut-être, mais « il faut que le sujet vienne des filles ». Après des mois de propositions, de sollicitation et d'encouragement, la

prochaine étape est d'attendre une initiative des volontaires. Hors du cadre de l'obligation, aucune autre émission n'est organisée. Comme l'anticipait Ségolène, s'il faut attendre l'initiative des filles, alors « ce ne sera pas pour tout de suite ». Le caractère obligatoire de la participation à ce projet radio semble avoir compliqué l'investissement des volontaires dans un projet qu'elles n'avaient pas formulé elles-mêmes. Toutefois, dans le cadre des quelques mois où le projet a eu lieu, les multiples discussions et réunions de préparation, et les sujets évoqués qui touchent directement à des enjeux de discrimination, exclusion et racisme, viennent bousculer le rapport des volontaires à une société qui refuse de les reconnaître en tant que sujet de droits. Ce processus de désidentification avec l'ordre social a été alimenté par la structure du projet, qui, malgré sa dimension obligatoire et l'injonction à une forme très spécifique de subjectivité politique, offrait aussi des espaces d'expression sans censure pour les volontaires souhaitant ouvrir la voix.

Bibliographie

Aguilera, Thomas, et Tommaso Vitale. 2015. « Bidonvilles en Europe, la politique de l'absurde ». *Revue Projet*, n° 348: 68-75.

Bergeon, Céline. 2016. « Les Roms roumains en région parisienne : les mobilisations associatives au prisme des temporalités migratoires et de l'habitat ». *Revue européenne des migrations internationales* 32 (1): 101-22.

Das, Veena. 2003. « Trauma and Testimony: Implications for Political Community ». *Anthropological Theory* 3 (3): 293-307.

Delon, Margot. 2017. « La vie après les bidonvilles ». *La Vie des idées*. 7 novembre 2017. <http://www.laviedesidees.fr/La-vie-apres-les-bidonvilles.html>.

Fassin, Eric, Carine Fouteau, Serge Guichard, et Aurélie Windels. 2014. *Roms & riverains. Une politique municipale de la race*. Paris: La Fabrique.

Hamidi, Camille. 2006. « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration ». *Revue française de science politique* 56 (1): 5-25.

———. 2012. « Franchir les frontières du politique. Engagement associatif et socialisation politique. Vers une théorie des effets limités et cumulatifs ». In *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, édité par Laurent Le

- Gall, Michel Offerlé, et François Ploux, 323-38. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Legros, Olivier, et Jean Rossetto. 2011. « La « question rom » en Europe aujourd'hui : Regards croisés et mises en perspectives ». *Etudes Tsiganes*, n° 46: 4-25.
- Legros, Olivier, et Tommaso Vitale. 2011. « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes: mobilités, régulations et marginalités ». *Géocarrefour* 86 (1): 3-14.
- Olivera, Martin. 2009. « Introduction aux formes et raisons de la diversité rom roumaine ». *Etudes Tsiganes* 2 (38): 10-41.
- . 2015. « 1850-2015 : de la Zone aux campements ». *Revue Projet*, n° 348: 6-16..
- Roche, Pierre. 2007. « La subjectivation ». In *La sociologie clinique: enjeux théoriques et méthodologiques*, édité par Vincent de Gaulejac, Fabienne Hanique, et Pierre Roche. Sociologie clinique. Ramonville Saint-Agne: Erès.
- Tarragoni, Federico. 2014. « La prise de parole comme processus de subjectivation politique ». *Tumultes*, n° 43: 175-90.
- Vitale, Tommaso. 2015. « Les politiques locales face aux Roms: entre réification, effets de visibilité et reconnaissance ». *Métropolitiques*.
- Vlase, Ionela, et Mălina Voicu. 2014. « Romanian Roma migration: the interplay between structures and agency ». *Ethnic and Racial Studies* 37 (13): 2418-37.